

La Journée

Premières tendances : le cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté séduit peu

Les parents qui ont un ou plusieurs enfants dans l'enseignement primaire officiel avaient jusqu'au jeudi 15 septembre pour choisir entre une ou deux heures d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté (ECP) pour leurs enfants. Dès le 1^{er} octobre, les élèves dont les parents auront choisi les deux heures d'ECP, n'auront plus les cours de religion ou de morale dans leur programme scolaire. Les premiers chiffres obtenus vendredi semble indiquer que le nouveau cours ne provoque pas l'engouement. Vendredi, 52 des 269 pouvoirs organisateurs avaient rendu leurs résultats. *"Pour le moment, 7 % des élèves sont dispensés. C'est à dire qu'ils ont choisi les deux heures de cours d'ECP et ne suivront de ce fait plus le cours de religion ou de morale"*, explique Fanny Constant, responsable du Conseil de l'enseignement communal et provincial (CECP). La responsable nuance toutefois. *"Il s'agit seulement des premières tendances. Les pouvoirs organisateurs qui ont déjà rendu leurs résultats sont assez petits. Nous attendons encore le bilan des pouvoirs de moyenne et de grande taille. Nous en saurons déjà plus en début de semaine prochaine."*

Après la sortie de Reynders, le PS dénonce la "cacophonie" fédérale

Le vice-Premier ministre Didier Reynders (MR) a ajouté une couche à la cacophonie du gouvernement fédéral en plaidant, dans "La Libre" de vendredi, pour le maintien du régime des intérêts notionnels dans le cadre de la réforme de l'impôt des sociétés (Isoc). C'est en tout cas le point de vue du député Ahmed Laaouej (PS). Ce député de l'opposition, spécialiste des matières fiscales, relève les divergences de vues au sein du gouvernement, où l'on prête au ministre des Finances Johan Van Overtveldt (N-VA) la volonté de supprimer les intérêts notionnels pour financer une baisse de l'Isoc. Selon Ahmed Laaouej, Didier Reynders *"ne tire aucune leçon de l'actualité des derniers mois, où l'on voit que les cadeaux aux multinationales ne permettent pas de relever les défis de la relance économique et de l'emploi"*. Il faisait, évidemment, référence à la fermeture du site carolo de Caterpillar.